

1940 Entrer en Résistance : comprendre, refuser, résister

Cette année, le sujet du CNRD invite à étudier l'éclosion des premières graines de la Résistance, à observer les pionniers dans leurs identités, leurs motivations et leurs gestes. Il s'agira de travailler sur le temps de l'improvisation, de la débrouillardise et du bricolage. Julien Blanc - dont l'ouvrage *Au commencement de la Résistance. Du côté du musée de l'Homme, 1940-1941*¹, est essentiel – rappelle à ce propos qu'Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat, parlait de l'« époque héroïque » de la Résistance. Pour Fabrice Grenard, il s'agit même de « préhistoire »².

C'est dans la précocité chronologique du sujet que réside sa principale difficulté. En effet, les débuts de ce qu'on appellera plus tard « Résistance » sont mal connus et ont laissé peu de traces. A partir de 1942, lorsqu'elle se dote d'institutions, la Résistance produit des rapports, des états statistiques ; autant d'éléments qui permettent d'en retracer la toile et d'en écrire l'histoire. En 1940, la Résistance est le fait d'amateurs qui doivent l'inventer. Cette période est donc difficile à appréhender pour les historiens. Fabrice Grenard donne à ce sujet l'exemple d'Etienne Achavanne, présenté comme le premier Français fusillé par les Allemands le 10 juillet 1940 (il est accusé d'avoir saboté des câbles téléphoniques de l'armée allemande). Les historiens n'en savent presque rien, hormis qu'il s'agissait d'un ancien combattant et qu'il était ouvrier agricole. De plus, la Résistance de 1940 ne doit pas être étudiée à la lumière de ce qu'elle est en 1944, lors de la Libération. L'image du résistant armé, incarnant une Résistance unie derrière de Gaulle n'existe pas en 1940³.

Cette synthèse n'a évidemment pas pour but d'épuiser le sujet, mais plutôt de tenter d'en délimiter les contours et de proposer des thèmes qui pourront être approfondis avec les élèves. Il s'agira d'abord d'éclairer le contexte, inédit pour les Français, de l'été 1940. Il faudra ensuite essayer de montrer comment certains ont tenté de comprendre ce dont ils venaient d'être témoins et comment cette tentative d'analyse les a conduits à refuser. Un dernier temps de ce mécanisme pousse, logiquement, les pionniers de la Résistance à agir. En quoi consistent ces premières actions ?

En plus d'une synthèse à l'échelle nationale, nous avons cherché à présenter des exemples locaux. Ces derniers peuvent être trouvés dans *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*⁴, qui demeure une source essentielle d'histoire locale.

I – Un effondrement matriciel

Tout comme Julien Blanc qui parle à ce sujet de « l'élément matriciel de la période qui s'ouvre »⁵, Cécile Vast insiste sur « le traumatisme de l'effondrement de 1940 ». Elle rappelle à ce sujet la grande variété des termes utilisés, qui marquent tous l'ampleur du phénomène : « désastre, débâcle, déroute, naufrage, défaite, exode, fuite éperdue, fin d'un monde, tempête, décombres... »⁶. En anglais, le terme retenu pour désigner cet événement complète la liste : c'est celui de « chute » (*Fall of France*⁷).

L'effondrement de mai-juin 1940 ne peut être circonscrit à une défaite militaire, bien que la débâcle de l'armée française en six semaines soit alors vécue comme une catastrophe incompréhensible. La fulgurance de l'avance allemande semble alors aller plus vite que la capacité des Français à comprendre ce qui est en train de se passer : les Allemands sont à Paris le 14 juin, franchissent la Loire le 17, sont à Lyon le 20 et à Bordeaux le 22. La défaite est alors la plus lourde et la plus brutale qu'ait subie l'armée française depuis plus de deux siècles : la France n'est ni battue par une coalition, comme cela avait été le

1. Julien BLANC, *Au commencement de la Résistance. Du côté du musée de l'Homme. 1940-1941*, Seuil, Paris, 2010.

2. Fabrice GRENARD, Formation sur le thème du CNRD 2019-2020, 2 octobre 2019, Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, Bourges.

3. *Ibid.*

4. *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*, SCEREN-CRDP Orléans-Tours, 2002.

5. Julien BLANC, « Les débuts de la Résistance », *Enseigner la Résistance*, Canopé éditions, 2016.

6. Cécile VAST, « L'effondrement de 1940 », *Enseigner la Résistance*, Canopé éditions, 2016.

7. Julian JACKSON, *The Fall of France*, Oxford University Press, 2003.

cas sous Napoléon I^{er}, ni après plusieurs mois de conflit. Les analyses s'accordent désormais sur plusieurs éléments d'explications : « effet de surprise du plan allemand, par la concentration des forces ; rapidité des offensives pour empêcher la défense des alliés de se reconstituer ; trop grande dispersion des moyens de l'armée française, avec une mauvaise utilisation des blindés [...] ; inertie et impuissance du haut-commandement imperméable à l'idée d'une guerre de mouvement »⁸. Cependant, et contrairement à une idée longtemps partagée, l'armée française s'est battue en 1940, comme en témoigne le bilan des pertes. Les études les plus récentes avancent le chiffre de 58 000 soldats français tués en mai-juin 1940, contre 30 000 Allemands. Gilles Vergnon note à ce sujet que le rythme moyen des pertes françaises a été supérieur aux pertes journalières de la Première Guerre mondiale, et qu'entre le 10 et le 20 juin 1940, les pertes allemandes sont supérieures aux pertes françaises, signe du ressaisissement de l'armée française⁹. Par ailleurs, le même historien remarque que la mémoire qui reste largement véhiculée au sujet de cette défaite a été forgée par la Collaboration : les « neuf mois de belote, six semaines de course à pieds¹⁰ » évoqués par Céline se retrouvent dans des films comme la 7^e *Compagnie*, lesquels demeurent fréquemment diffusés par les chaînes françaises.

Bien que Marc Bloch intitule son ouvrage, rédigé au début de l'Occupation, *L'étrange défaite*, il n'y analyse pas uniquement l'aspect militaire des choses. Ce qui transparaît dans son livre est un effondrement social, politique, et même de façon encore plus large, intellectuel et moral. L'effondrement militaire s'accompagne en effet d'un exode massif des populations menacées par l'avance allemande. Ce sont d'abord les Hollandais et les Belges qui entrent en France, suivis par les populations des départements du nord de la France. Bien que des plans de repliement préventif avaient été mis en place dans ces départements, leurs habitants sont nombreux à ne fuir qu'à partir du 10 mai 1940. Cependant, ces plans qui avaient anticipé un conflit sur le modèle de la Grande Guerre, n'avaient pas prévu une avance en profondeur des troupes allemandes. Ainsi, plus de 8 millions de civils d'un grand quart nord-est du pays, grossi par l'agglomération parisienne, prennent les routes de l'exode. Les documents photographiques et les témoignages laissent transparaître une population livrée à elle-même, confrontée à des conditions chaotiques quand elles ne sont pas catastrophiques. En témoignent les rubriques qui paraissent dans de nombreux journaux, plusieurs semaines encore après juin 1940, signalant les enfants ayant perdu leurs parents dans l'exode. Pour Cécile Vast, « la fuite éperdue de ces millions de réfugiés signe la décomposition d'une nation alors au bord du précipice »¹¹. En effet, l'exode permet de souligner le délitement complet de l'Etat et de ses structures. Les réfugiés arrivent dans des villes vidées de leurs administrations, des notables, des services publics. Les incendies ne sont pas éteints, les pompiers ayant eux-mêmes pris les routes. Ainsi, Jean Moulin, alors préfet d'Eure-et-Loir commente la situation à Chartres le 15 juin :

« Je fais ce matin le bilan de la situation. Il est désastreux. Plus aucune organisation économique ni administrative. Tout un édifice social à reconstruire dans des conditions matérielles effroyables, sous les bombardements, alors qu'un quartier de la ville est en flammes, sans eau, sans gaz, sans électricité, sans téléphone... les deux derniers boulangers de la ville sont partis hier soir. Il ne reste plus, d'ailleurs, un seul commerçant... Mais si Chartres est à peu près vidée de ses habitants, le flot monstrueux de la région parisienne se déverse toujours aussi dense sur la ville »¹².

Julien Blanc insiste sur le fait que, comme Pierre Laborie l'a montré, cet effondrement « ne fait que révéler la profondeur de la « crise d'identité nationale » - pacifisme aveugle, anticommunisme, divisions de l'opinion publique au moment du Front populaire, de la guerre d'Espagne et de la crise de Munich – qui mine le pays depuis les années trente »¹³.

Cette phase d'effondrement atteint une forme de culmination avec la crise politique qui met fin à la III^e République. Alors que le gouvernement se déchire entre les partisans de la capitulation militaire (qui aurait permis de continuer le combat depuis l'Afrique du Nord) et d'un armistice, le maréchal Pétain remplace Paul Reynaud le 16 juin. Le lendemain, il appelle à « cesser le combat ». Si la majorité de la population accueille avec soulagement la demande d'armistice, il n'est pas rare de trouver des

⁸. Cécile VAST, *Ibid.*

⁹. Gilles VERGNON, Présentation du thème du CNRD 2019-2020, Rendez-vous de l'Histoire, 12 octobre 2019, Blois.

¹⁰. Louis-Ferdinand CELINE, *Les Beaux Draps*, Nouvelles Editions françaises, 1941.

¹¹. Cécile VAST, *Ibid.*

¹². Jean MOULIN, *Premier combat*, Editions de Minuit, 1947.

¹³. Pierre LABORIE, *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, Seuil, « Points Histoire », 2001.

témoignages qui soulignent le traumatisme qu'a représenté ce nouvel épisode de l'effondrement. On peut d'ailleurs relever que dans les allocutions qu'il prononce à la radio les 17, 20, 23 et 25 juin, Pétain dresse le tableau de l'effondrement français. Il instrumentalise notamment l'effondrement « intellectuel et moral », puisque c'est d'abord dans ces deux domaines qu'il convie les Français à organiser le redressement de la France, dans ce qui intégrera quelques semaines plus tard le corpus idéologique de la « Révolution nationale ». Signé le 22 juin avec l'Allemagne (24 juin avec l'Italie), l'armistice permet de mettre fin aux combats. Le gouvernement s'installe à Vichy le 1^{er} juillet¹⁴. Pétain et Laval peuvent alors mettre fin à la III^e République. Les parlementaires réunis à Vichy adoptent une révision de la Constitution le 9 juillet et donnent le lendemain les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Le 11 juillet, la promulgation des premières lois constitutionnelles fait de Pétain le chef de l'Etat français, cumulant les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ; le Parlement est suspendu.

Pour Cécile Vast, le traumatisme de mai-juin 1940 ne peut même pas se résumer à la défaite militaire, à la chute de la III^e République et à la mise en place du régime de Vichy. « C'est bien de l'effondrement moral d'une nation naufragée et humiliée qu'il s'agit ; il est difficile d'expliquer les choix politiques de juillet 1940 sans tenir compte du climat de peur et de panique, sans prendre la mesure du profond sentiment de honte et de désarroi qui submerge alors les esprits »¹⁵.

Dans le Cher, les premiers effets de cette phase d'effondrement se manifestent par des bombardements aériens. Le camp d'Avord subit une attaque le 10 mai, suivi par Bourges le 11. Ces bombardements se succèdent jusqu'au 5 juin, non sans que la D.C.A. et la chasse française ne fassent subir de pertes aux avions allemands¹⁶.

A partir de la deuxième quinzaine de mai, les Berrichons sont confrontés à l'afflux des réfugiés. Le 18 mai au soir, un train de 3 000 réfugiés belges s'arrête à Vierzon. C'est ensuite l'arrivée des colonnes qui cherchent à gagner le sud de la France. Il s'agit alors de populations du nord et de l'est de la France. La situation empire à partir du 5 juin, alors que le front s'effondre et que Paris est déclarée ville ouverte, le 11 juin.

« Désormais, il passe des réfugiés de tous les départements envahis, de la Seine inférieure aux Ardennes, de Belgique et même de Hollande. Tous les moyens de locomotion étaient employés : voitures automobiles et hippomobiles, charrettes, chariots, tombereaux, brouettes, voitures d'enfants, des quantités à pied... (...) Des vieillards, des infirmes étaient roulés sur des voitures à bras. On vit passer des femmes échevelées, les yeux hagards, ayant subi plusieurs bombardements en cours de route (...). Ils ne trouvaient pas de victuailles pour s'alimenter, même pas toujours de pain (...) »¹⁷.

Ainsi, environ 60 000 personnes défilent tous les jours à Vierzon dans des conditions effroyables. Alors qu'un comité d'accueil et deux centres d'accueil avaient fait face dans cette ville à 15 000 personnes par jour dans la deuxième quinzaine de mai, ils doivent s'occuper de 35 000 personnes par jour en juin¹⁸.

Aux alentours du 15 juin, les colonnes de réfugiés qui traversent le Cher se voient grossies par les militaires en débâcle. Le général Weygand avait ordonné le repli au sud de la Loire afin de retarder l'avance allemande. Les témoins observent à Bourges « cette foule sans armes, sauf quelques rares unités d'active ou de réserve encore constituées se dirigeant vers la Loire, mêlées au torrent des réfugiés (...). On remarquait de nombreuses voitures de tourisme transportant des officiers et leurs familles. Ce n'était plus une retraite, c'était plus qu'un débâcle, c'était un désastre... »¹⁹.

L'armée allemande suit de près l'armée française. L'aviation allemande mène à partir du 15 juin une série de bombardements sur les passages de la Loire. Les avions allemands attaquent aussi les colonnes en retraite, faisant de nombreux morts, tant civils que militaires. Vierzon est touchée le 17 juin, tandis qu'un

¹⁴. Le choix de Vichy n'est sensé être que provisoire. Il n'est pas possible de s'installer à Paris, occupée par les Allemands. Il est néanmoins question d'y rentrer dès qu'un traité de paix sera signé avec l'Allemagne et que l'armée allemande se sera retirée. D'autre part, Pétain refuse de s'installer à Lyon, ville marquée par la figure d'Edouard Herriot.

¹⁵. Cécile VAST, *Op. cit.*

¹⁶. *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*, SCEREN-CRDP Orléans-Tours, 2002, p. 18.

¹⁷. *La semaine berrichonne*, 17 août 1940, cité dans *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*, p. 19.

¹⁸. *Ibid*, p. 20.

¹⁹. Edmond JONGLEUX, *Bourges sous la botte allemande*, vers 1945, cité dans *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*, p. 21.

bombardement très meurtrier a lieu le 18 juin à la Chapelle-d'Angillon²⁰. L'offensive aérienne accompagne la progression des troupes au sol. Le 17 juin, les Allemands sont à Avord et la Guerche-sur-l'Aubois ; le 18, ils prennent Sancerre, Boulleret, Saint-Satur et Thauvenay ; le 19, ils sont à Aubigny-sur-Nère, Argent-sur-Sauldre et la Chapelle-d'Angillon. Le même jour, les premiers éléments motorisés allemands entrent dans Bourges vers 16h30, sans opposition. Les hésitations à propos de la défense de la ville sont une bonne illustration de l'ambiance de totale déliquescence qui règne alors. Tandis que le général Besson, commandant du groupe des armées du Centre, obtient de Pétain l'autorisation de défendre la ville afin de gagner du temps et regrouper ses unités, le maire Henri Laudier téléphone au soir du 18 juin au ministre de l'Intérieur à Bordeaux afin que ce dernier confirme la mesure générale qui déclarait « villes ouvertes » les villes de plus de 20000 habitants²¹. Des scènes similaires se répètent à Vierzon avant que les Allemands y entrent le 20 juin. Les combats se terminent dans le Cher le même soir, les troupes allemandes poursuivant leur avance.

On trouve à Bourges un exemple de cette population livrée à elle-même qu'évoquait Jean Moulin à Chartres. Ainsi, le 17 juin, « l'hôpital militaire de Bourges est abandonné par le personnel de la 5^e section d'infirmiers militaires qui en avait la charge »²². Un médecin civil parisien ainsi qu'un médecin-lieutenant en font des descriptions glaçantes :

« C'était un spectacle lamentable, indescriptible. Un désordre inextricable dans les salles, les cours remplies de vieux pansements, les brancards, jetés de ci de là, étaient couverts de sang caillé sur lequel voltigeait des essaims de mouches. Dans un hangar, des cadavres, les uns dans des cercueils, les autres enveloppés simplement dans des draps. Dans les salles, des blessés attendaient les secours. »²³

Dans les jours qui suivent l'arrivée des Allemands, les Berrichons prennent connaissance par l'intermédiaire d'un bulletin d'information publié par le service de propagande allemand des conditions de l'armistice, et notamment de la partition du territoire français²⁴. Le sentiment d'effondrement perdure. Il est d'ailleurs décrit par Ernst Jünger, qui arrive à Bourges à la tête de son régiment d'infanterie et qui en relate l'ambiance le 23 juin : « En ville, c'est la cohue. Il y séjourne, outre les habitants, non seulement nos troupes et nombre de prisonniers de guerre, mais encore quarante mille réfugiés »²⁵.

Dans le Cher comme ailleurs, l'armistice a été accueilli avec soulagement par une grande majorité de la population qui fait confiance au maréchal Pétain. Il faut cependant noter que Marcel Plaisant, sénateur radical socialiste du Cher, fait partie lors du vote du 10 juillet des 80 parlementaires qui ont refusé d'accorder les pleins pouvoirs à Pétain. Son témoignage, rédigé en 1951, fait montre dès juillet 1940 d'une analyse de la situation qui le pousse à refuser ce que la majorité accepte. « Nous nous étions dressés contre la dictature alors que la France voulait un homme, et contre l'armistice, refuge des faibles. Cet armistice nous le réprouvions de toutes nos forces. Ma pensée était hantée par le sort de notre Marine alors intacte et livrée à une condition équivoque par les clauses de la convention d'armistice... Enfin notre vote était la réaction des représentants d'une tradition spirituelle contre la veulerie de la foule, des doctrinaires contre les opportunistes, de l'abstraction contre la réalité, du permanent contre l'éphémère, de la beauté de la foi contre la basse nécessité »²⁶.

En cela, Marcel Plaisant cherche à comprendre et refuse. En cela, il mène une réflexion qui est menée par d'autres, et qui peut conduire aux premiers gestes de refus.

II – Comprendre et refuser : des analyses et des conclusions diverses

Une partie du travail tel qu'il est proposé par le sujet du C.N.R.D. doit consister à montrer l'enchaînement entre une analyse intellectuelle menant à un sentiment de refus, qui entraîne lui-même une action résistante. Comment en arrive-t-on à la nécessité de devoir « faire quelque chose » ? Les

²⁰. *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*, pp. 22-23.

²¹. *Ibid*, p. 24.

²². *Ibid*, p. 27.

²³. Rapport du docteur SAUVAIN au préfet, A.D. M9085, cité dans *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*, p. 27.

²⁴. *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*, p. 28.

²⁵. Ernst JÜNGER, *Jardins et routes*, 1942, cité dans *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*, p. 28.

²⁶. Marcel PLAISANT, « Les Quatre Vingt », *Revue Internationale d'Histoire politique et constitutionnelle*, P.U.F., janvier-juin 1951.

sentiments intellectuels de germanophobie ainsi que l'hostilité au régime de Vichy ou à Pétain ne sont pas suffisants s'ils ne sont pas suivis d'effets.

Julien Blanc montre que l'hostilité face aux Allemands n'est pas seulement un rejet épidermique de la présence allemande, de l'obligation à se confronter à la présence physique des soldats allemands. Ce refus des Allemands est aussi lié à des actes violents commis par les troupes d'occupation, qui vont croissants à partir du début de l'année 1941. Ces violences – voies de faits, vols, viols – s'accompagnent d'une série de mesures symboliques qui sont très mal vécues par la population française. C'est notamment le cas de la destruction des statues de certaines figures militaires françaises ainsi que de la détérioration des monuments aux morts de la Première Guerre mondiale²⁷.

Chez certains des premiers résistants, notamment ceux du réseau du Musée de l'Homme, dont on peut penser qu'ils sont représentatifs, il n'y a pas forcément une longue phase réflexive et analytique qui conduit au besoin de faire quelque chose. Beaucoup d'entre eux évoquent une « réaction épidermique ». Germaine Tillion parle quant à elle d'une « réaction viscérale [...] à l'annonce de la demande d'armistice », qui la fait vomir²⁸. Jean Cassou pleure, avant de ressentir « un insupportable sentiment d'expropriation devant “ l'irréel spectacle des troupes allemandes remontant au pas cadencé l'avenue des Champs-Élysées ” »²⁹. Ces réactions instinctives, qui échappent à toute forme de raisonnement, expliquent que chez ces futurs résistants, « le choix de se lancer, coûte que coûte, dans l'action s'opère donc dans une improvisation totale »³⁰. Jean Texcier, militant socialiste parisien, ne dit pas autre chose lorsqu'il se « lance immédiatement, presque sans réfléchir, dans l'action en publiant “ sous le manteau un petit manuel de dignité [...], les *Conseils à l'occupé*, qui, écrits vers le 14 juillet 1940, parurent en août ” »³¹.

On retrouve cette même réaction viscérale chez Agnès Humbert, conservatrice au musée des Arts et Traditions populaires, qui se déclare « trop fatiguée, trop écoeurée, [...] engourdie [...] et comme hébétée »³² par la débâcle, et qui explique que « l'effondrement du pays a fait vaciller son équilibre mental »³³. Elle se sent « devenir folle au sens physiologique du mot – folle si [elle] ne fait pas quelque chose pour réagir »³⁴. Néanmoins, elle explique comment ses retrouvailles avec Jean Cassou, qui est dans le même état qu'elle, et leurs discussions, sont pour elle une absolue nécessité et lui permettent de sortir de son état :

« Le seul remède pour nous est de nous grouper, une dizaine de camarades, pas plus. Nous rencontrer à jour fixe, pour nous communiquer des nouvelles, rédiger et diffuser des tracts, donner des résumés de la radio française de Londres. [...] Nous nous tiendrons les coudes, tous les dix, nous chercherons à voir clair en nous. En un mot, nous nous réunissons par besoin d'hygiène morale. »³⁵

Il semble que ces réunions aient porté leurs fruits, puisque, douze jours plus tard, Agnès Humbert écrit que, « est-ce une idée ? J'ai trouvé Jean Cassou beaucoup moins affaissé que la semaine dernière. J'ai reconnu le Jean Cassou de 36 »³⁶.

Ce témoignage est intéressant puisqu'il permet de constater qu'Agnès Humbert, Jean Cassou et leurs amis se lancent très vite dans l'action, notamment en rédigeant et en diffusant des tracts. Cependant, on peut également constater cette volonté de « chercher à voir clair en nous ». Il n'est pas seulement question de faire quelque chose sans trop y réfléchir. Il y a là une volonté de faire le point, d'analyser, de comprendre. Paul Rivet (un autre des fondateurs du réseau du musée de l'Homme) fait lui aussi cette démarche intellectuelle dans une lettre ouverte qu'il adresse à Pétain à l'occasion du 14 juillet 1940. Il y fait une « analyse lucide des causes de la défaite et pointe “ la carence ” écrasante “ des chefs qui n'ont pas

²⁷. Julien BLANC, *Au commencement de la Résistance. Du côté du musée de l'Homme, 1940-1941*, Seuil, 2010, pp. 34-38.

²⁸. *Ibid.*, p. 63.

²⁹. *Ibid.*

³⁰. *Ibid.*, p. 66.

³¹. *Ibid.*

³². Agnès HUMBERT, *Notre guerre. Souvenirs de Résistance*, Paris, Emile-Paul Frères, 1946, cité dans Julien BLANC, *Op. cit.*, p. 64.

³³. *Ibid.*

³⁴. Agnès HUMBERT, *Op. cit.*, cité dans Laurent DOUZOU et Tristan LECOQ (sous la dir. de), *Enseigner la Résistance*, Canopé Editions, p. 43.

³⁵. *Ibid.*

³⁶. *Ibid.*

fait leur devoir », se montrant incapables d'anticiper le désastre et d'y faire face »³⁷. Julien Blanc note à ce sujet que cette « lecture des événements n'est pas sans rappeler celles que livreront Marc Bloch et Léon Blum »³⁸.

Bien que Charles de Gaulle ne puisse être tenu pour « le créateur, voire l'instigateur d'une résistance intérieure dont l'intérêt lui échappa, du moins dans un premier temps »³⁹, l'appel qu'il lance le 18 juin 1940 sur les ondes de la B.B.C. témoigne d'une véritable volonté de compréhension de la situation. De Gaulle réfute ainsi point par point l'analyse de la situation faite par Pétain dans son discours du 17 juin. Il incrimine l'état-major, surpris par « la tactique des Allemands »⁴⁰ plus que par leur supériorité matérielle et accuse également « l'esprit d'abandon du gouvernement dans ces derniers combats »⁴¹, dans le discours qu'il prononce quatre jours plus tard, le 22 juin. Son analyse s'articule autour de l'idée de guerre mondiale, dans laquelle la France possède encore « un vaste empire, une flotte intacte, beaucoup d'or »⁴². L'ensemble peut être résumé en une formule célèbre : « la France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre »⁴³. Au 15 août 1940, « seuls 2 271 volontaires ont signé un engagement dans la " légion De Gaulle " »⁴⁴. La faiblesse du nombre des engagements ne doit pas faire perdre de vue que la position prise par De Gaulle et par ces volontaires est une forme majeure du refus. Tristan Lecoq note à ce sujet que le choix fait par les Français libres est un exemple qui permet de travailler sur le lien entre l'action et le sens. Ce choix permet ainsi de questionner le sens du mot « résister ». L'exemple de celui qui devient alors Leclerc est particulièrement éclairant : le capitaine Philippe de Hauteclocque, « après une brillante campagne de France, refusant la défaite, brisant le lien qui l'attache à l'armée, à ses traditions et à ses contraintes, en homme libre, il prend la décision de rejoindre le général de Gaulle »⁴⁵.

Cependant, Julien Blanc rappelle que « aussi fondateur soit-il, l'appel ne doit pas faire oublier combien son auteur est, au moment où il parle, un homme seul, sans soutien et sans moyens »⁴⁶. La Résistance est un donc avant tout un phénomène endogène.

Ce travail d'analyse et de compréhension d'une situation cataclysmique conduit à clarifier ce à quoi on s'oppose et permet de construire le refus. En premier lieu, les premiers résistants refusent l'occupation d'une partie de leur pays par l'armée d'une puissance étrangère. On retrouve ici la réaction de Jean Cassou quand il voit défiler les troupes allemandes sur les Champs-Élysées. Les résistants s'opposent aussi au régime de Vichy, à son caractère antidémocratique et antirépublicain. Il faut noter ici qu'il existe des différences fortes entre les primo-résistants de la zone occupée et ceux de la zone libre. En zone Nord, il semble que la réactivité et la capacité de mobilisation ont été plus fortes et plus rapides, du fait de la présence physique de l'armée allemande. Par contre, le refus a été plus lent à se construire en zone Sud, du fait de « l'hypothèque Vichy »⁴⁷. En effet, l'existence même de Vichy complique la donne, puisqu'une problématique politique (appuyer ou non Pétain dans son entreprise de rénovation nationale) se superpose à un enjeu patriotique (la lutte contre l'Allemagne)⁴⁸. Les conditions objectives du refus sont donc moins favorables, les Allemands n'étant pas présents avant novembre 1942. Il faut noter ici que le cas de la France est unique dans l'Europe occupée par l'Allemagne : la France est le seul pays occupé à avoir une zone libre, dans laquelle le régime de Vichy, incarné par Pétain, constitue une forme de continuité et de légitimité. Cette situation conduit à créer de l'obéissance parmi la population française⁴⁹. Ainsi, en zone Sud, nombreux sont ceux parmi les premiers résistants qui veulent chasser les Allemands tout en

37. Julien BLANC, *Op. cit.*, p. 141.

38. *Ibid.*

39. Olivier WIEVIORKA, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, Perrin, coll. Tempus, 2018, p. 23.

40. Charles DE GAULLE, *Discours du 18 juin 1940*.

41. Charles DE GAULLE, *Discours du 22 juin 1940*.

42. *Ibid.*

43. Cette formule ne figure pas dans les textes des appels prononcés par de Gaulle, mais est présente dans une affiche placardée à Londres début août 1940.

44. <https://www.reseau-canope.fr/cnrd/video/9478/9480>

45. *Ibid.*

46. Julien BLANC, « Les débuts de la Résistance », *Op. cit.*, p. 26.

47. Laurent DOUZOU et Denis PECHANSKI, « La Résistance française face à l'hypothèque Vichy », in David BIDUSSA et Denis PECHANSKI (dir. de), *La France de Vichy. Archives inédites d'Angelo Tasca*, Feltrinelli, 1995, pp. 3-42.

48. Olivier WIEVIORKA, *Op. cit.*, p. 84.

49. Fabrice GRENARD, Formation sur le thème du CNRD 2019-2020, 2 octobre 2019, Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, Bourges.

François Rullon - Chargé de mission auprès du service éducatif du Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher

soutenant Pétain et certains aspects de sa politique. Ils sont très peu à critiquer immédiatement Vichy. Pierre Laborie a montré comment « il peut arriver par exemple de soutenir le maréchal Pétain en même temps que de s'opposer à l'occupation et à la collaboration et de souhaiter préparer la " revanche " »⁵⁰. On peut citer à titre d'exemple le cas d'Henri Frenay, fondateur fin 1940 du Mouvement de Libération nationale qui affirme dans un manifeste publié en novembre 1940 : « à l'œuvre du maréchal Pétain, nous sommes passionnément attachés »⁵¹.

Il n'est pas facile, dans le cas du département du Cher, de trouver des documents témoignant de la prise de conscience et de la volonté d'analyser la situation, ainsi que de la construction du refus. On peut néanmoins rappeler le cas de Marcel Plaisant, qui refuse de voter la confiance à Laval et Pétain le 10 juillet 1940. Il écrit à ce sujet – rétrospectivement il faut le noter – qu'il s'était alors dressé « contre la dictature [...] et contre l'armistice [que nous] réprouvions de toutes nos forces »⁵². Si les témoignages d'époque des primo-résistants de l'intérieur sont rares, le cas des Français libres permet d'éclairer la situation. Plusieurs Berrichons font en effet le choix, dès 1940, de rejoindre les Forces Françaises Libres du général de Gaulle, témoignant par là-même de leur refus de la situation. C'est le cas de l'aviateur Georges Perrin, qui déserte avec son avion sa base de Meknès au Maroc en juillet et qui rejoint Gibraltar, puis l'Angleterre. De même, Maurice Houé s'engage le 3 septembre 1940 dans les Forces Navales Françaises Libres⁵³. Il faut citer à ce titre la lettre écrite par Louis Béguin à ses parents en septembre 1941. Désertant l'armée, il rejoint les F.F.L. en Egypte le 29 juin 1940 :

« [...] Le gouvernement de Vichy a dû vous avertir que j'étais accusé de désertion en temps de guerre à l'Etranger. Eh, bien ceux qui considèrent cet acte là comme désertion, moi je le considère comme un devoir et un devoir de Français libre, et tant que les Boches seront en France je n'y mettrai jamais les pieds si ce n'est que pour les chasser.

Maintenant que je vous explique ce qui m'est advenu. Je ne vous raconterai que le plus simple. Sitôt que la France a signé cet armistice honteux avec l'Allemagne, en compagnie de quelques Français, des purs ceux-là, et plusieurs officiers, j'ai passé la frontière palestinienne. De là, quelque temps plus tard, nous avons été dirigés sur l'Egypte où tous les Français de là-bas nous ont reçu à bras ouverts. Et les Anglais sont de braves compagnons d'armes. Je n'ai que des éloges à leur faire, ils nous [ont] nourri, habillé et logé merveilleusement. [...]

Je suis parti pour un idéal (sauver le pays de la tyrannie des Allemands) et je le suivrai jusqu'au bout dussé-je en mourir. Je n'admets pas que tous mes anciens, mon oncle qui est mort des balles allemandes, papa qui a payé de son sang et qui en porte encore le souvenir dans sa poitrine, que tous ceux de 14-18, que toutes les veuves et les orphelins de guerre ayant payé leur tribut, que tous ces sacrifices soient inutiles et que notre bonne terre de France retombe sous le joug de l'ennemi. Aussi nous, leurs fils à tous ces vieux là, nous ferons notre devoir comme ils l'ont fait pendant quatre ans.

Maintenant chers parents jugez-moi suivant votre cœur. Quant à moi j'estime que j'ai fait ce que tout Français aurait dû faire... [...] ⁵⁴»

On retrouve dans ce témoignage un des éléments d'analyse observés plus haut, en l'occurrence le rejet de la présence allemande en France. S'y ajoute la mémoire des combattants de la Première Guerre mondiale. Il est impensable pour Louis Béguin que leurs sacrifices aient été vains. Il se place ainsi dans cette catégorie de résistants déterminée par Robert Gildea : ceux qui se voient comme les héritiers de leurs pères qui avaient combattu héroïquement pendant la Première Guerre mondiale⁵⁵. Louis Béguin ne prononce aucun mot à propos du régime de Vichy. C'est avant tout la « tyrannie des Allemands » que ce résistant combat.

⁵⁰. <https://www.reseau-canope.fr/cnrd/video/9477/9480>

⁵¹. Manifeste de novembre 1940 cité in Daniel CORDIER, *Jean Moulin. L'Inconnu du Panthéon*, t. 1, *Une ambition pour la République. Juin 1899 – Juin 1936*, J.-C. Lattès, 1989, p. 25.

⁵². Marcel PLAISANT, *cf. supra*.

⁵³. *La Résistance dans le Cher, Op. cit.*, p. 36.

⁵⁴. <http://www.resistance-deportation18.fr/spip.php?article406>

⁵⁵. Robert GILDEA, *Comment sont-ils devenus résistants ? Une nouvelle histoire de la Résistance (1940-1945)*, Points Histoire, Paris, 2017, p. 56.

Pour résumer, Fabrice Grenard explique que la réflexion menée par certains Français à partir de l'été 1940 conduit à quatre prises de positions :

- La volonté de continuer le combat – qui mènera à rejoindre de Gaulle.
- La volonté de résister aux Allemands mais de soutenir Vichy : c'est le cas de figure qu'on rencontre fréquemment en zone Sud.
- La volonté de résister aux Allemands et à Vichy : on retrouve ici le cas de Boris Vildé et de la plupart des résistants issus de la gauche.
- La volonté de résister à Vichy sans pour autant résister aux Allemands : c'est le cas de l'appareil clandestin du PC jusqu'au printemps 1941. A noter que le PC est la seule organisation de masse à appeler à lutter contre Vichy en 1940⁵⁶.

La construction du refus passe donc par des mécaniques diverses. Totalement instinctif chez certains, il est plus construit et intellectualisé chez d'autres. De même, si le refus est plus simple à se dessiner en zone Nord, sa construction est plus complexe en zone Sud. C'est ici que la situation du département du Cher, coupé en deux par la ligne de démarcation, pourra être la source d'observations intéressantes.

III – Résister au temps des « bricolages héroïques »

Une fois la situation analysée et refusée, la suite logique du processus amène les premiers résistants à répondre à une question célèbre : « que faire ? » Les premières réponses à cette question sont faites de gestes très divers, souvent anecdotiques. Julien Blanc explique ainsi que « le refus individuel de la situation présente et la volonté de réagir sont à l'origine de la désobéissance ». Néanmoins, ces prises de conscience sont sans lendemain si elles ne trouvent pas une expression collective. Ainsi, le grand défi que doivent relever les primo-résistants est celui du passage de l'individuel au collectif. C'est ce passage – de l'état d'esprit singulier à l'action collective - qui permet de créer la Résistance, explique toujours Julien Blanc⁵⁷. Il faut rappeler à ce sujet les trois éléments retenus par Pierre Laborie qui permettent de définir la Résistance :

- la volonté de nuire à un ennemi identifié.
- la conscience de résister.
- un comportement de rupture, c'est-à-dire un engagement dans l'action imposant des pratiques de transgression⁵⁸.

Il est indispensable de noter à ce stade de notre réflexion que le terme de « Résistance » n'existe pas en 1940. Eric Alary fait remarquer à ce sujet que ce que nous résumons sous ce terme comprend alors un ensemble d'actions transgressives qui s'organisent autour de la volonté de surmonter les conséquences de la défaite. Ces actions apparaissent d'ailleurs sous divers titres dans les archives allemandes et françaises. La Résistance ne prend sons sens actuel et son acception politique qu'en 1942⁵⁹.

Tristan Lecoq rappelle qu'à l'été 1940, ceux qui veulent faire quelque chose ne peuvent pas pour autant être immédiatement considérés comme des résistants. Il est en effet rare de réunir dès ce moment les conditions énumérées précédemment : « résister, c'est s'engager et donner un sens à son action »⁶⁰.

Sans qu'on puisse parler de résistance, des gestes individuels se développent pourtant en zone occupée dès 1940. Ainsi, Gaël Eismann montre comment les rapports des *Feldkommandanten*, plutôt

⁵⁶. Fabrice GRENARD, Formation sur le thème du CNRD 2019-2020, 2 octobre 2019, Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, Bourges.

⁵⁷. Julien Blanc, *Op. cit.*, p. 73.

⁵⁸. Pierre LABORIE, « L'idée de Résistance, entre définition et sens : retour sur un questionnement », in Pierre LABORIE, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Desclée de Brouwer, 2001, p. 88-89.

⁵⁹. Eric ALARY, Présentation du thème du CNRD 2019-2020, Rendez-vous de l'Histoire, 12 octobre 2019, Blois.

⁶⁰. <https://www.reseau-canope.fr/cnrd/video/9477/9480>

assurés jusque-là, changent de tonalité à partir de l'automne 1940 et rapportent de plus en plus de gestes qui témoignent d'une forme de germanophobie. Lorsqu'un Français croise un Allemand, il peut en effet choisir entre lui adresser un sourire ou détourner le regard. Si l'on en croit les rapports allemands qui parlent de Paris comme de la « ville sans regard » ou encore de la « ville arctique », les Parisiens ont fait leur choix⁶¹.

Dans le même ordre d'idées, on peut évoquer les gestes de refus liés à la question du ravitaillement. Partout en France, des ménagères se rassemblent et protestent. Ce faisant, elles ne remettent pas seulement en question les carences de l'Etat français, mais elles dénoncent aussi les pillages commis par l'armée d'occupation.

C'est pendant l'été 1940 puis au cours de l'automne que se constituent les premiers noyaux, les premières cellules qui rassemblent au mieux quelques individus, souvent guère plus d'une dizaine. L'exemple du réseau du musée de l'Homme permet de constater que les effectifs initiaux sont modestes et homogènes. Ils se constituent autour de liens de sociabilité qui préexistent souvent à la guerre (réseaux professionnels, sociabilités militantes, cercles amicaux). Il existe également une « part de hasard », comme l'illustre la rencontre entre Germaine Tillion et le colonel Paul Hauet, qui fondent l'U.N.C.C. (Union nationale des combattants coloniaux). Olivier Wieviorka rappelle à ce sujet que ni les partis politiques, ni les syndicats, ne sont à l'avant-garde de la lutte clandestine avant l'été 1941. En 1940, le parti communiste accorde la priorité à la lutte contre le régime de Vichy, ménageant l'occupant allemand du fait du pacte germano-soviétique. Le parti socialiste ne cherche pas quant à lui à créer sa propre organisation de résistance, ce qui n'empêche pas des militants de se lancer dans une résistance active dès 1940. D'autre part, le socle idéologique du parti (humanisme, démocratie, justice sociale, laïcité) fournit un point de rassemblement aux opposants à Vichy. Enfin, si une frange du syndicalisme se dresse d'emblée contre Vichy, aucun contact n'est pris avec les communistes, les dirigeants privilégiant les réflexions théoriques sur les consignes pratiques. Si Léon Jouhaux condamne la Charte du travail, il n'en appelle pas moins à peupler les organismes vichystes, leur donnant ainsi une légitimité⁶². Quant aux partis de droite, beaucoup font preuve d'une grande mansuétude vis-à-vis du régime de Vichy.

Dans le Cher, Louis Aubouet nous donne un exemple de ces premières rencontres et de la constitution des premiers noyaux de résistance. Agé de 26 ans en 1940, cet ouvrier de Saint-Florent-sur-Cher raconte, dans un témoignage rédigé après-guerre, comment son collègue Gabriel Dordain qui était avant la guerre secrétaire adjoint de l'Union locale des syndicats avait repris contact dès 1940 avec Marcel Cherrier, militant communiste de Bourges, et comment « un commencement d'organisation clandestine avait pu prendre corps »⁶³. Dès lors, « un noyau de camarades solides [se crée] ». Les sociabilités professionnelles et militantes qui existaient avant la guerre sont ici à l'œuvre. A l'automne 1940, de tels embryons d'organisations se multiplient « à la vitesse des infusoires dans une eau tropicale » pour former « à travers la France une véritable toile d'araignée »⁶⁴. Ce processus est tel que, à la fin de l'année 1940, les principaux mouvements de résistance sont nés. Comme le note Olivier Wieviorka, à l'exception de Ceux de la Résistance notamment, « aucune formation nouvelle ne s'imposera sur la scène clandestine après 1941 »⁶⁵.

Pour Julien Blanc, les pionniers de la Résistance se caractérisent par le fait de mener de front plusieurs activités de nature différente. La « spécialisation et le cloisonnement des champs d'action [sont] des problématiques assez étrangères » à leurs préoccupations⁶⁶. Ce n'est guère étonnant, puisque le contexte de l'automne 1940 permet de comprendre que tout doit être inventé de fond en comble, « au prix d'une improvisation et d'un bricolage permanent ». Notons dès maintenant que certaines actions violentes menées par des Français contre des soldats allemands dans les jours qui suivent la signature de l'armistice ne doivent pas être interprétées comme les manifestations d'une résistance précoce, mais plutôt

⁶¹. Fabrice GRENARD, Formation sur le thème du CNRD 2019-2020, 2 octobre 2019, Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, Bourges.

⁶². Olivier WIEVIORKA, *Op. cit.*, p. 80.

⁶³. A.D. Cher, 1 Ph 55, témoignage de Louis Aubouet.

⁶⁴. Germaine TILLION, « Première résistance en zone occupée », p. 114 et p. 118, in Julien BLANC, « Les débuts de la Résistance », *Op. cit.*, p. 28.

⁶⁵. Olivier WIEVIORKA, *Op. cit.*, p. 110.

⁶⁶. Julien BLANC, *Op. cit.*, p. 157.

comme les derniers feux de la bataille de France. Ainsi, les débuts de la Résistance sont marqués par l'amateurisme. De plus, ces premières manifestations sont difficiles à appréhender. Julien Blanc note qu'elles « forment une matière méconnue dont ne subsiste qu'une poignée de vestiges »⁶⁷. De plus, la présentation ordonnée des différentes formes d'action ne doit pas faire perdre de vue qu'elles sont alors très imbriquées.

On peut néanmoins noter que la Résistance commence souvent par des mots. Pour les premiers résistants, la propagande est un des premiers moyens d'exprimer son refus. Il s'agit alors de lutter contre une information quasi totalement contrôlée par les Allemands et Vichy. C'est pour cette raison que l'on voit éclore, dès l'été 1940, divers papillons et tracts. On en trouve évidemment des exemples dans le Cher. Ainsi, un papillon est trouvé à Bourges le 4 novembre 1940, proclamant : « un seul chef, de Gaulle, un seul but, notre liberté »⁶⁸. Il en est de même à Vierzon, où Pierre Ferdonnet s'organise en groupes de trois avec des membres des Jeunesses Communistes et confectionne tracts et papillons avec des imprimeries pour enfants à partir de janvier 1941⁶⁹. On note aussi l'apparition dans le Cher de tracts plus élaborés, tel celui intitulé « Peuple de France », distribué à Bourges le 23 septembre 1940, qui développe sur deux colonnes l'argumentaire communiste⁷⁰. La facilité avec laquelle ces documents peuvent être produits et distribués explique qu'ils soient une des toutes premières formes de résistance. Il s'agit pourtant d'actions risquées puisque c'est en distribuant des tracts que sont arrêtés à Bourges, en février 1941, les militants communistes René Cherrier, Marcel Deligny, Albert Frelat et Mathiot⁷¹.

Le passage aux périodiques clandestins représente ce que Julien Blanc appelle un « saut qualitatif », puisqu'il oblige les noyaux de résistants à clarifier leur pensée, à définir une ligne éditoriale et à opérer une spécialisation des rôles. L'apparition d'un journal est le signe que les premiers noyaux de la Résistance ont su commencer à se développer. Julien Blanc montre bien comment ce nouveau média diffère des premiers tracts : le format, tout d'abord, qui impose de nouvelles contraintes techniques, la qualité, ensuite, puisque les sujets sont plus variés, et les informations plus nombreuses. Enfin, « la périodicité du support [...] introduit une divergence fondamentale avec les autres formes de propagande »⁷². Ces feuilles d'information poursuivent un double but. Philippe Viannay affirme que le journal est « une manière de se prouver à soi-même que l'on refuse. [...] Il n'a pas pour fonction d'informer. Il est d'abord acte moral »⁷³. La volonté d'affirmer son refus est évidente, mais la fonction pédagogique est tout aussi importante, quoi qu'en dise le créateur du mouvement Défense de la France. Julien Blanc note en effet que « dans un pays opprimé vivant sous un strict régime de censure, une des raisons d'être des journaux clandestins est de participer à la bataille de l'information »⁷⁴. On peut encore une fois suivre l'exemple donné par le parti communiste dans le cas du Cher. Dès août 1940, les militants publient clandestinement *L'Emancipateur* « une modeste feuille ronéotypée [qui] s'efforce de reprendre le contact dans les usines et les quartiers »⁷⁵. Les thèmes qui y sont développés sont fidèles à la ligne du parti, et l'on peut d'ailleurs noter que les premiers numéros condamnent tout autant les Allemands que les Britanniques, coupables à leurs yeux de mener une guerre impérialiste. De même, les militants syndicaux membres du P.C. sont à l'origine, dès août 1940, de la publication de *La Vie Ouvrière*⁷⁶.

Le fait que les communistes soient parmi les pionniers de la Résistance dans le Cher s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, le P.C. est un parti révolutionnaire, chez qui la pratique de la clandestinité est ancienne. De plus, la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939 a conduit le gouvernement Daladier à interdire le parti au cours du mois de septembre. L'action clandestine est donc déjà pratiquée par les militants communistes à l'été 1940, tandis qu'elle est inexistante au sein de tous les autres partis politiques. Enfin, la proximité avec Paris facilite les communications avec la direction du parti, et permet à des émissaires de faire parvenir du matériel de propagande qui est diffusé sur le territoire du département. Paradoxalement, la relative habitude de l'action clandestine qui existe chez les communistes

⁶⁷. *Ibid.*, p. 158.

⁶⁸. *La Résistance dans le Cher, Op. cit.*, p. 57.

⁶⁹. *Ibid.*, p. 72.

⁷⁰. *Ibid.*, p. 69.

⁷¹. *Ibid.* ; p. 73.

⁷². Julien BLANC, *Op. cit.*, p. 176.

⁷³. Propos rapportés par Olivier WIEVIORKA, *Une certaine idée de la Résistance ...*, *Op. cit.*, p. 26, in Julien BLANC, *Op. cit.*, p. 177.

⁷⁴. Julien BLANC, *Op. cit.*, p. 177.

⁷⁵. *La Résistance dans le Cher, Op. cit.*, p. 70.

⁷⁶. *Ibid.*, p. 88.

ne fait que souligner le fait que tout a dû être inventé chez l'immense majorité des pionniers de la Résistance. La France, au contraire de pays comme la Pologne, n'a pas en 1940 d'histoire récente de l'occupation par une puissance étrangère et de la lutte contre elle. Malgré l'occupation de quelques territoires du nord de la France au cours de la Première Guerre mondiale, l'exemple le plus récent de lutte clandestine remonte à la guerre franco-prussienne de 1870. Ainsi, en dehors de noyaux d'obédience communiste qui s'implantent précocement dans le Cher, les autres mouvements mettent plus de temps à apparaître. Libération-Nord est un des premiers, en 1941. Mais pour beaucoup d'autres, il faut attendre 1942 (Libération-Sud, O.R.A.) ou 1943 (Vengeance, Combat). Il ne faut pas néanmoins en conclure que rien ne se passe dans le Cher dès 1940, loin de là. Ainsi, des résistants qui opèrent dès 1940 à Saint-Florent-sur-Cher ne sont rattachés à Libération-Nord qu'en 1942.

Malgré ces difficultés, des Françaises et des Français ont multiplié, dès l'été 1940, les actions transgressives. En plus de la publication de matériel de propagande, certains se sont lancés dans l'aide aux prisonniers. L'Allemagne détient en effet 1,8 million de prisonniers de guerre français au lendemain de l'armistice. Ces derniers sont alors détenus dans des *Frontstalag* installés sur le territoire français, avant d'être conduits dans des camps en Allemagne au cours de l'automne 1940. Bien que la plupart d'entre eux imagine être libérée rapidement et se laisse conduire en Allemagne, certains n'attendent pas pour tenter de s'évader. Ainsi, Pierre Jacquet, fait prisonnier à Levet le 21 juin 1940, parvient à fausser compagnie à sa colonne de plusieurs milliers de prisonniers « à l'entrée de Sancerre au niveau du stade près d'une petite baraque en ciment qui servait de vestiaires »⁷⁷. Malgré des difficultés beaucoup plus grandes, d'autres parviennent à s'évader de leurs camps en Allemagne. C'est le cas de François Vignon, qui avec son frère et deux autres officiers, parvient à s'échapper du camp d'Osterode et à gagner la Suisse en prenant le train à la toute fin de l'année 1940⁷⁸. Il faut également noter le cas des prisonniers originaires des colonies françaises. Certains sont conduits en Allemagne, avant d'être ramenés en France et d'y être internés, tandis que d'autres sont restés en France depuis leur capture. Ceux qui sont dans le Cher dépendent du *Fronstalag* 153 d'Orléans, et parmi eux, « de nombreux Malgaches sont détachés aux Ateliers de La Guerche »⁷⁹. Une fois évadés, les ex-prisonniers cherchent à gagner la zone libre afin de s'y faire démobiliser. Ils ont alors besoin d'aide afin d'être hébergés, habillés, nourris, pourvus de faux papiers. Henri Diaz, évadé en février 1942, note ainsi qu'à son arrivée à la gare d'Angoulême, alors qu'il est incapable de marcher après avoir passé 26 heures à plat ventre sous un wagon, est « immédiatement pris en charge » par un cheminot et par le chef de gare⁸⁰. Il est évidemment impossible de connaître le nombre précis de prisonniers évadés qui sont passés par le département du Cher et qui y ont bénéficié d'une aide. Néanmoins, des réseaux et des filières s'y sont développés.

Le passage en zone libre requiert de franchir la ligne de démarcation. L'aide au passage de la ligne est donc une des premières activités de résistance qui se développe, de façon quasi naturelle, dans le Cher. Le département est en effet coupé, dès juillet 1940, par la ligne. Dès lors, « c'est un afflux continu de personnes qui cherchent à passer la ligne : prisonniers évadés, civils pour raisons professionnelles ou familiales, réfugiés belges, hollandais, réfractaires alsaciens ou du travail obligatoire, Juifs, patriotes voulant rejoindre de Gaulle via l'Espagne et Gibraltar, personnes recherchées par les Allemands, résistants en mission, aviateurs alliés abattus »⁸¹. Cette demande, cumulée au refus de l'ordre allemand, conduit des passeurs bénévoles, issus de toutes les couches de la population, à venir en aide à ceux qui veulent passer. Ils ne font pas forcément partie d'un réseau ou d'un mouvement. Cependant, certains opèrent pour de telles organisations, lesquelles ont bien compris l'importance que revêtait pour l'accomplissement de leurs missions le fait de disposer d'hommes et de femmes capables de faire passer clandestinement cette frontière. Il faut également noter le rôle joué par les cheminots de l'important nœud ferroviaire de Vierzon dans l'aide au passage de la ligne.

Enfin, il existe dans le Cher comme ailleurs en France des pionniers qui se spécialisent dès l'été 1940 dans la collecte de renseignements concernant l'ennemi. Dans leur esprit, la guerre n'est pas finie et il est primordial d'amasser des informations sur l'armée allemande. Julien Blanc note à ce sujet que « les premières tentatives relèvent de l'amateurisme. C'est presque par réflexe et à l'aveugle, c'est-à-dire sans même savoir ce que l'on en fera ensuite, que des individus commencent, dans les semaines qui suivent l'armistice, à repérer les mouvements des unités militaires occupantes, à noter les horaires de passage des

⁷⁷. *Ibid.*, p. 59.

⁷⁸. *Ibid.*

⁷⁹. *Ibid.*

⁸⁰. *Ibid.*, p. 60.

⁸¹. *Ibid.*, p. 62.

trains, à observer les travaux en cours, à croquer les plans des installations ennemies, à rassembler diverses observations sur l'opinion publique telle qu'elle s'exprime dans leur entourage »⁸². Une fois les informations collectées, les premiers résistants doivent trouver les moyens de les faire parvenir à Londres. C'est là que réside toute la difficulté permettant l'émergence des premiers réseaux. L'arrestation le 14 mai 1941 à Vierzon de Louis Peyri et Alexandre Schmidt pour avoir aidé un clandestin appartenant à une chaîne d'évasion et d'espionnage laisse à penser que des réseaux existent dans le Cher dès 1940⁸³.

Fabrice Grenard constate que jusqu'à l'automne 1940, les formes prises par cette « primo-résistance » sont très diverses et contradictoires. Les événements qui se déroulent à partir de septembre 1940 permettent de clarifier les choses. En premier lieu, la victoire britannique lors de la Bataille d'Angleterre signifie que la guerre va durer. Pour les résistants français, il devient alors justifié de commencer à s'organiser. De plus, la victoire britannique change le statut de la France aux yeux des Allemands. Il n'est plus question pour eux de la ménager afin d'obtenir qu'elle sorte du conflit. Dans la perspective d'une guerre qui dure, la France devient un instrument aux mains des Allemands. Les contraintes s'accroissent alors : les résistants en tirent des conclusions. De même, l'annonce par Pétain en octobre 1940 de la Collaboration constitue une première désillusion pour de nombreux Français. Là encore, la situation se clarifie.

Enfin, la fin de l'année 1940 et le début de l'année 1941 voient se nouer les premiers contacts entre la Résistance intérieure et la Résistance extérieure. Cette dernière commence doucement à gagner en légitimité – l'échec de De Gaulle devant Dakar (septembre 1940) a été rude – après le ralliement de l'A.E.F. (fin août 1940) et la prise de Koufra (mars 1941). La Résistance intérieure, qui a besoin d'armes, de matériel et d'argent, commence donc à voir dans la Résistance extérieure un interlocuteur crédible, tandis que cette dernière trouve dans la Résistance intérieure un moyen de se procurer des renseignements afin de gagner en légitimité auprès des Britanniques. Les premières rencontres entre ces deux résistances se concrétisent par les actions menées à l'occasion du 11 novembre 1940, ou encore lors de la campagne des « V » au début de l'année 1941⁸⁴.

Conclusion

Trois points semblent donc devoir être dégagés du sujet proposé au C.N.R.D. cette année. Le contexte de l'été 1940 est absolument essentiel pour comprendre comment peuvent avoir lieu les premiers actes de résistance. C'est en effet cet effondrement total, ce cataclysme absolu, qui explique que des individus aient transgressé l'ordre né de la défaite. Les pionniers de la Résistance ont donc cherché à donner du sens à ce contexte.

C'est souvent en menant cette réflexion que s'est construit le refus – encore qu'il faudrait plutôt parler de refus au pluriel. Deux axes se dégagent : refus de l'occupation allemande, et refus de l'ordre vichyste. Il sera important de garder à l'esprit que ces refus ne se construisent pas de la même façon et ne suivent pas la même chronologie suivant qu'il s'agit de la zone occupée ou de la zone libre. Les engagements politiques préexistants jouent également un rôle : en 1940, les communistes s'en prennent à Vichy mais se montrent conciliants avec les Allemands, pacte germano-soviétique oblige.

Enfin, les gestes de la Résistance pourront être travaillés. Que fait-on lorsque l'on est un pionnier de la Résistance ? Nous l'avons vu, la question du « que faire ? » a suscité des réponses aussi variées que foisonnantes. Rédaction de papillons, de tracts, de périodiques clandestins, organisation de filières d'évasion, aide au passage de la ligne de démarcation, espionnage. Il ne faudra pas perdre de vue qu'en 1940, ces actions sont fréquemment menées de front. Julien Blanc parle à ce sujet de « phénomène de glissement »⁸⁵ qui entraîne, une fois engagé, à faire toujours plus.

⁸². Julien BLANC, *Op. cit.*, p. 207.

⁸³. *La Résistance dans le Cher*, *Op. cit.*, p. 137.

⁸⁴. Fabrice GRECARD, Formation sur le thème du CNRD 2019-2020, 2 octobre 2019, Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, Bourges.

⁸⁵. Julien BLANC, *Op. cit.*, p. 227.

Plusieurs autres thèmes mériteraient d'être travaillés dans le cadre du sujet cette année : les raisons qui poussent à l'engagement⁸⁶, la sociologie des primo-résistants, la répression qu'ils subissent. Pour cela, les sujets des CNRD des deux années passées ainsi que les ressources proposées par le musée de la Résistance et de la Déportation du Cher pourront être mis à profit.

⁸⁶. Robert Gildea note à ce sujet l'importance du patriotisme, mais aussi une forme d'idéalisme ; les sentiments d'honneur, de honte, de révolte qui peuvent être transmis par l'histoire familiale ; enfin, un engagement politique peut être une des causes de l'engagement. On pourra également lire le chapitre sur « les motivations de l'engagement » dans l'ouvrage de Julien Blanc consacré au réseau du musée de l'Homme.